

Violence politique, exil et formes de résilience.

Claudio Bolzman

Article paru in Toscani, L. et Boesch, J. (éd), *Chemins de résilience. Un éclairage multidisciplinaire à partir des récits de vie*, Genève, Editions Médecine et Hygiène & HUG, 2006, pp. 162-173

Résumé

Quelles sont les ressources qui permettent à des personnes placées dans des situations de souffrance sociale de surmonter les traumatismes induits par de telles situations ? Tel est le thème que nous explorons, à partir d'une perspective à la fois psychosociologique et sociologique, dans cet article.

Nous analysons plus spécifiquement des formes de souffrance qui résultent de la violence politique – persécution, emprisonnement, torture, exil – que nous avons étudié en particulier dans le cadre des recherches empiriques sur les réfugiés chiliens en Suisse. En même temps les acteurs concernés disposent de certaines ressources qui leur permettent de faire face et de résister aux traumatismes engendrés par la violence. Nous mettons en évidence le rôle des ressources sociales, mais également culturelles et socio-cognitives dans ce travail de résilience.

Introduction

On peut définir l'exil comme l'obligation de quitter son Etat suite à un contexte de violence politique, et de chercher refuge dans un autre Etat pendant une période dont on ne peut prévoir la durée. Ce processus implique des conséquences directes pour les individus concernés: il imprime à leur émigration un caractère 'non volontaire' (les événements politiques restreignant fortement les choix individuels possibles) et aléatoire (la décision concernant la résidence dans un autre Etat et le moment du retour à leur pays échappant aux individus) (Bolzman, 1992).

Dans le cas chilien, l'émigration qui commence après le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973 est un exil massif. Selon les estimations, des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes quittent le pays de manière précipitée pour échapper à la violence instaurée par le nouveau régime militaire. Selon l'Institut catholique pour les migrations, un million de chiliens aurait quitté le pays entre 1973 et 1977 (Chile-América, 1977), à savoir 10% de la population chilienne de l'époque ; ces chiffres sont également avancées par le HCR à Santiago.

L'ampleur de l'exode répond à la brutalité de la rupture du système politique chilien et à l'intensité de la répression à l'égard des opposants au nouveau régime. Pour bien marquer leur volonté de rupture avec l'ordre constitutionnel, le premier acte des putschistes est le bombardement d'un des symboles de la démocratie, le palais présidentiel. Par la suite, ils vont s'adonner à une action répressive qui atteint des niveaux de violence inconnus dans l'histoire de la nation. La répression qui se met en place suite au coup d'Etat est massive et vise d'abord à démanteler les partis de gauche, les syndicats, les organisations populaires. Les têtes des dirigeants de ces organisations sont mis à prix, on procède à des perquisitions et à des arrestations à grande échelle ; des milliers des personnes sont parquées dans les stades, on torture, on crée des camps de concentration, des militants sont déportés ou expulsés du pays, d'autres sont fusillés ou « disparaissent ». Dans les entreprises on procède à des purges

professionnelles : les personnes soupçonnées de sympathies avec l'ancien gouvernement sont licenciées. Certains quartiers populaires sont littéralement pris d'assaut par l'armée.

Dans ce contexte de répression généralisée, une partie importante des militants et sympathisants de la gauche craignent pour leur sécurité, ils se sentent menacés dans leur liberté, dans leur intégrité physique, voire dans leur vie. Pour eux, le départ en exil apparaît comme le seul « choix » possible face aux dangers évidents de la situation. Commence alors un exode dont les principales modalités sont tout d'abord l'asile dans les Ambassades étrangères à Santiago, la fuite clandestine vers les pays voisins, les départs « légaux » vers des pays plus lointains où l'on demandera l'asile. Plus tard s'ajouteront aux premiers, les expulsés du pays ou les prisonniers politiques qui pourront échanger leur peine contre l'exil ; à ces catégories viendront s'ajouter les interdits d'emploi ainsi que les familles des exilés (Bolzman, 1993).

Une partie de ces exilés ont trouvé refuge en Suisse. Les autorités ont accordé l'asile à environ 2'000 Chiliens entre 1973 et 1989¹, auxquels il faut ajouter au moins 1'000 personnes qui ont résidé en Suisse avec d'autres statuts tout en se considérant comme des exilés.

A partir des entretiens en profondeur, réalisés auprès de 179 exilés (Bolzman, 1996), cet article analyse les moyens qu'ils ont trouvé pour faire face aux traumatismes de la répression et /ou de l'exil. Même si le but premier de ces entretiens était de connaître l'expérience de l'exil dans ses différentes dimensions, la plupart des témoignages permettent d'aborder le thème que nous intéresse ici. Mais, avant de présenter les principales ressources mobilisées par les exilés pour résister à la violence et au déracinement, nous passons en revue les concepts centraux utilisés dans cet article.

Quelques considérations sur la violence, la répression politique et leur séquelles

Dans nombre de situations qui conduisent à l'exil, les acteurs sociaux concernés sont confrontés à des formes de violence et de stigmatisation qui remettent en cause l'image positive d'eux-mêmes et leur place dans la société. En effet, on peut considérer qu'il y a violence lorsqu'« un ou plusieurs acteurs agissent de manière directe ou indirecte, en portant atteinte à une ou plusieurs personnes à des degrés variables, soit dans leur intégrité physique, soit dans leur intégrité mentale, soit dans leurs possessions, soit dans leurs participations symboliques et culturelles » (Michaud, 1996, 8). Lors de l'exercice de la violence, les victimes sont dépersonnalisées par les agresseurs, qui les considèrent comme des objets plutôt que comme des êtres semblables. Les agressions dont elles sont la cible visent à les discréditer, à les dénigrer, à les dévaloriser en tant que partenaires légitimes et égaux, dans les interactions sociales. Les agresseurs leur infligent ainsi des blessures ou des outrages sérieux dont les effets peuvent être durables.

Dans certains cas, la violence est exercée de manière organisée par des régimes arrivés au pouvoir suite à une intervention militaire. Ces régimes pratiquent le terrorisme d'Etat, qui vise à intimider de manière systématique la population et à anéantir des groupes sociaux spécifiques (Riquelme, 1990). La violence organisée exercée par les régimes militaires dictatoriaux peut être directe ou indirecte. Dans le cas que nous analysons ici, ce sont les personnes les plus engagées politiquement qui ont subi le plus directement les conséquences

¹ Ce chiffre inclut la famille (conjoint, enfants) des personnes qui ont demandé l'asile.

du putsch. Cependant, les membres de leur famille ont vécu de manière indirecte les effets de la nouvelle situation politique et leurs modes de vie ont été profondément affectés.

Une des pires formes de violence directe pratiquées par les régimes dictatoriaux est la torture, à savoir des formes de supplice physique et psychique que l'on fait subir à quelqu'un dans le but d'anéantir sa résistance. D'après Weinstein et al., la torture pour des raisons politiques consiste « dans l'application délibérée et systématique d'une douleur aiguë à une personne » (1987, 40). « On commence par faire usage des coups jusqu'aux instruments les plus sophistiqués pour produire des gradations croissantes de douleur physique, dans le but d'atteindre la limite de résistance de la victime » (Kordon et al. 1986, 91). A première vue l'objectif de la torture est d'obtenir de l'information ou des aveux. Cependant, un autre but est également important : la destruction de l'individu en tant qu'opposant à un régime politique déterminé. En ce sens, il s'agit d'affaiblir sa volonté, ses liens affectifs, ses loyautés, ses croyances et son intégrité physique et psychique. La torture comporte également un objectif de violence indirecte : intimider des tiers pour qu'ils se soumettent à la volonté des groupes au pouvoir et décourager toute forme d'opposition active.

La torture, ainsi que les traitements cruels, inhumains et dégradants peuvent produire des traumatismes importants : intensité et massivité de l'agression physique et psychique, menace extrême à la vie, important degré d'impuissance et /ou de passivité du sujet (Weinstein et al., 1987, 40). De plus, l'expérience dévastatrice des affectés est niée systématiquement par ceux qui pratiquent la torture. La violence répressive est ainsi, lorsqu'elle n'est pas reconnue, doublement primée: d'une part, les agresseurs exercent les pires exactions sur les victimes ; d'autre part, en niant qu'ils aient agi de la sorte, ils préservent leur impunité et empêchent les victimes de récupérer leur capacité à exercer une influence sur le monde social.

En tout état de cause, selon Rack (1988), les personnes qui ont été exposées à des situations traumatisantes, telles que l'emprisonnement, la torture, la guerre, des dangers divers, la faim, risquent de développer des symptômes post-traumatiques. En général on parle de Post Traumatic Stress Disorders (PTSD) pour évoquer des troubles qui résultent de « l'exposition à un événement traumatique, dont la personne a été la victime ou le témoin, et qui a provoqué en elle la peur de mourir, d'être sérieusement blessée, ou de voir d'autres sujets atteints. Cette peur a été en général accompagnée d'un sentiment d'impuissance ou d'horreur » (Smaga et al., 1995, 936).

L'exil : un nouveau traumatisme

Les personnes contraintes à l'exil vivent une accumulation d'événements déstructurants qui mettent en question de manière radicale leurs modes de vie. Ces événements interviennent dans trois moments: dans l'Etat d'origine, lors des péripéties du déplacement, à l'arrivée dans un nouvel Etat. Ce fut, par exemple, le cas des exilés chiliens en Suisse que nous avons étudié.

L'irruption de la violence politique dans une société, la pratique d'une politique répressive envers des catégories sociales spécifiques, entraîne des conséquences directes pour les acteurs qui font partie de ces catégories. Il s'agit de la perte de la plupart des ressources autour desquelles se structure la vie quotidienne. C'est ce qu'arrive au Chili après le coup d'Etat militaire de 1973. La politique de répression massive pratiquée par la Junte bouleverse la vie des milliers de militants et sympathisants du gouvernement de l'Unité Populaire: leurs droits, leur sécurité économique, leur liberté, leur intégrité physique et même leur vie sont mis en danger. Ces personnes sont renvoyées de leur travail, menacées, persécutées, emprisonnées,

torturées. En même temps, on stigmatise leurs valeurs, leur idéologie. Tout ce qui faisait sens pour elles est décrété hors la loi. Cette situation d'exclusion globale peut être définie comme *d'exil intérieur*. Dans de telles circonstances, certaines alternatives non envisagées en temps normal, comme l'idée de quitter le pays commencent à faire partie du champ des possibles des acteurs.

Beaucoup d'exilés cherchent asile dans un pays voisin. Ils vivent souvent dans ces pays ce qu'on pourrait définir comme des *péripéties de l'exil*. Ils connaissent fréquemment de nouvelles formes de persécution politique à leur rencontre: coups d'Etat militaires, violence de groupes paramilitaires. Ils vivent, dans un autre contexte, une situation analogue à celle vécue dans le pays d'origine. "A mi-chemin vers nulle part" (Kunz 1973), la seule possibilité pour garantir leur sécurité est de chercher un nouveau pays d'asile, un pays plus lointain, par exemple en Europe.

Lors de leur arrivée en Europe, ces exilés malgré des itinéraires sociaux différents, se retrouvent dans une situation semblable, caractérisée par la rupture de leurs modes de vie précédents et la confrontation avec un environnement socioculturel inconnu. En d'autres termes, ils vivent une accumulation d'événements déstructurants liés aux bouleversements survenus dans leur société d'origine et dans le premier pays d'asile d'une part; au passage sans préparation préalable, d'une société dépendante vers une société industrielle du "Centre".

Les exilés se retrouvent face à la nécessité de vivre dans un contexte nouveau, sans avoir eu le temps de surmonter les expériences traumatisantes, les événements violents qu'ils viennent à peine de vivre. Ils arrivent "*choqués par leur problème*", "*traînant derrière soi une série de problèmes*", sans avoir assimilé les changements brutaux survenus dans leur existence. Il sont en Europe sans véritable préparation et sans avoir choisi d'être là. Ils ne savent même pas quelle sera la durée de leur séjour. Ils sont contraints d'affronter une situation inédite: assumer la rupture avec leur vie quotidienne précédente, la privation des points de repère spatio-temporels qui formaient le cadre de leur vie familiale, affective, professionnelle, sociale et politique.

Cette situation de déstructuration de la vie quotidienne, de difficulté à établir un lien avec le passé, se trouve renforcée par les difficultés que les exilés rencontrent dans le nouveau contexte dès lors qu'il s'agit d'actualiser leurs statuts et rôles sociaux précédents et leur expérience passée. Un problème général qui entrave l'actualisation des ressources des exilés est la *découverte de l'anonymat*. A leur arrivée dans la nouvelle société, ils sont des inconnus pour la population locale. Leur passé est une "boîte noire". Certes, on se crée une certaine image d'eux à partir des informations dont on dispose sur les événements politiques dans leur pays d'origine, mais cette image est générale et souvent stéréotypée (martyrs, héros, extrémistes, profiteurs). Personne ou presque ne connaît les acteurs singuliers, leur vie, leurs compétences, leurs aspirations, leurs goûts. Les exilés se trouvent ainsi forcés d'incarner une image, sans référence à leur biographie individuelle, à leur histoire personnelle: les témoins de leur vie et de leur existence sociale ne sont, pour la plupart, plus là.

Autant l'exclusion subie dans la société d'origine que les difficultés auxquelles ils ont à faire face dans la société d'accueil placent les exilés dans une situation de déracinement. Ils ne vivent plus dans leur société et n'ont point de localisation sociale dans la nouvelle société. Ils n'arrivent pas à s'identifier avec une classe ou un groupe social défini. Ils cessent d'être des

acteurs engagés dans un processus social pour devenir des étrangers, des marginaux sans ancrage social réel.

Cette succession d'événements traumatisants n'est pas sans conséquence sur l'état de santé des exilés. Souvent ils connaissent des troubles psychologiques : états dépressifs, problèmes nerveux, insomnie, etc. (Zwiggmann et Pfister-Ammende, 1973) ; D'autres auteurs font état de troubles psychosomatiques (Thyurst, 1977)². La mise en question des statuts et des rôles sociaux habituels touche autant la sphère publique que la sphère privée de la personne et porte atteinte à son image de soi.

Souvent dans ce contexte il y a un *refus d'accepter la réalité nouvelle*, un grand désintérêt pour le monde environnant, une tendance à idéaliser le passé et le pays d'origine. Il s'agit là de sentiments caractéristiques du phénomène de deuil que l'on retrouve dans d'autres situations de perte d'éléments significatifs qui structurent la vie quotidienne (Marris, 1974). Une autre analogie avec le deuil, soulignée par Muñoz (1981) et Keller (1975), est la présence de *sentiments de culpabilité*, pour ne pas se trouver là où l'on devrait être, pour s'être séparé de la famille, avoir abandonné la lutte, pour être sain et sauf ou avoir laissé un peu plus seuls ceux qui continuaient à se battre au pays.

Mobilisation des ressources et résilience : faire face à l'exil

Du point de vue étymologique, le mot exil veut dire « sauter dehors ». Quant au terme résilience, il vient du verbe « resilio » que signifie « sauter en arrière, revenir en sautant »³. Comment dès lors concilier exil et résilience, ce double saut, apparemment contradictoire, qui implique à la fois être projeté hors de son territoire habituel de vie et de rester en contact avec ce territoire et avec soi-même ?

Ici nous nous intéresserons aux conditions qui permettent le travail de résilience, à savoir « la possibilité de surmonter, au moins partiellement, des conditions difficiles d'un type ou d'un autre » (Rutter, 1998,47) ; ou, dit autrement, la capacité des acteurs de « continuer à se projeter dans l'avenir – véritable métamorphose – en présence d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes parfois sévères » (Cyrułnik, 1999 : 10). Nous ne considérons donc pas la résilience comme une capacité de faire face à l'adversité de manière totale ou définitive, mais comme une forme de résistance à l'épreuve, modulée selon les circonstances et les ressources des acteurs concernées⁴. Il s'agit donc d'être à même de faire face aux vicissitudes et aux défis imposés par le contexte en tentant de mobiliser certaines ressources, (Carbajal, 2004, 359), de pouvoir compter sur quelque chose ou sur quelqu'un face à certaines contingences.

Quelles sont les ressources mobilisées pour faire face et surmonter les épreuves de la répression et de l'exil ? Selon nous, les ressources sont puisées à la fois dans l'histoire commune à laquelle les acteurs se rattachent en tant que groupe (ressources collectives) et dans les itinéraires sociaux spécifiques des individus qui composent le groupe (ressources individuelles).

² Les questions concernant la santé psychique et physique des exilés constituent sans doute un aspect important de la problématique étudiée. Cependant, une analyse approfondie des symptômes propres à la situation d'exil n'entre pas dans notre champ d'étude et échappe à notre compétence.

³ Cette référence étymologique au terme résilience est présentée par Gakuba (2003, 3).

⁴ Nous partageons la perspective de Gakuba (2003), sur ce point.

Dans le cas de l'exil chilien, trois types de ressources sont principalement mobilisées pour faire ce travail de résilience : sociales, culturelles, socio-cognitives. Les ressources sociales sont l'ensemble des relations, des formes de coopération et d'entraide dont les individus et les groupes disposent pour composer avec des situations diverses ; les ressources culturelles sont l'ensemble des savoirs et savoir-faire formels et informels pouvant être mobilisés pour faire face à ces situations (Bolzman, 2001). Les ressources socio-cognitives sont en lien avec la réflexivité qui permet de prendre de la distance, d'analyser et réinterpréter un problème, de reconnaître la problématique d'une situation vécue, de lire de manière dynamique une conjoncture (Bajoit, 1997 ; Soulet, 2003). Cette distinction est analytique, souvent dans la pratique il y a des interactions entre ces différents types de ressources qui permettent de renforcer la capacité d'action des acteurs et leur capacité à définir le monde social de manière à trouver du sens à ce qu'ils font, à se projeter dans l'avenir et à retrouver une image positive d'eux-mêmes.

L'engagement politique et solidaire comme ressource face aux événements déstructurants

Dès leur arrivée en Suisse, les exilés cherchent à se regrouper et à s'organiser collectivement. L'engagement politique et solidaire constitue une expression de leur capacité à mobiliser des ressources sociales, culturelles et socio-cognitives dans le but d'enrayer le processus de déstructuration et de donner un sens à leur présence provisoire dans la société suisse. Il s'agit d'une ressource sociale, car les exilés se regroupent en fonction de l'appartenance aux partis et groupements auxquelles ils participaient déjà dans leur pays d'origine ; d'une ressource culturelle car ils ont un savoir-faire, acquis dans la société d'origine, du travail collectif organisé ; d'une ressource socio-cognitive, car le travail commun est réorienté selon les exigences de la nouvelle situation. Les récits des interviewés mettent en évidence le rôle résilient de l'action politique.

Edgardo⁵ par exemple se trouvait isolé dans une petite ville romande, dans laquelle il vivait une existence peu stimulante: *"La vie était: aller travailler à l'usine, rentrer à la maison pour se reposer et le lendemain aller de nouveau au travail, sans aucun acte de solidarité, les partis désorganisés et pour cela j'ai décidé de partir (pour Genève)... Ici je connaissais deux-trois personnes qui m'ont aidé et m'ont présenté d'autres Chiliens... En quelques semaines, j'ai connu quinze à vingt Chiliens. Je me suis intégré dans le parti et il m'a été beaucoup plus facile de tenir le coup, de survivre disons"*.

Víctor, leader syndicaliste, emprisonné et victime de torture après le coup d'Etat, a pu commuer sa peine de prison en exil. La Suisse a accepté de l'accueillir lui, son conjoint et ses enfants. C'est dans la solidarité avec le Chili que lui et sa famille ont trouvé les forces nécessaires pour surmonter les difficultés de l'exil: *"Nous avons dû lutter avec beaucoup de force au début. Outre le déracinement, ça a été très difficile pour nous de nous enraciner. Ma femme a été sur le point de produire des crises de type psychologique; et les jeunes ne pouvaient pas avancer, ne pouvaient pas continuer (leurs études) et à un moment donné pensaient qu'ils n'avaient rien à faire ici. Ils commençaient à désespérer, il fallait les calmer. La lutte pour notre pays, pour la cause de notre peuple, a été un encouragement très grand, très bon. Elle a été une sorte de tranquillisant pour nous centraliser tous autour du même point(...), nous a fait être toujours ensemble, construire une vie plus ou moins organisée,*

⁵ Tous les prénoms sont fictifs, afin de préserver l'anonymat des interviewés.

ordonnée ici en exil. Nous a fait aussi continuer de penser à la patrie, au retour". Ici l'engagement politique est également une forme de consolider l'unité familiale.

Pour Patricia, arrêté au Chili, partir en exil a été une décision pénible du point de vue politique. En effet, malgré les mauvais traitements, la torture et les conditions de vie difficiles dans les lieux de détention, ces derniers étaient au Chili, les rares endroits où les militants pouvaient encore mener une vie collective, se réunir discuter, avoir le sentiment de s'opposer au processus d'atomisation sociale et de répression conduit par la dictature : « *Evidemment qu'il n'y avait rien d'agréable, sauf la solidarité qu'on a partagé là-bas (...), de partager tout jusqu'au morceau de sucre, et nous, les femmes, nous nous sommes organisées très rapidement à l'intérieur de la prison et nous avons commencé depuis là à fournir des informations vers l'extérieur. Dans notre ville, à l'aube, tout de suite après le couvre feu, il y avait des groupes qui attendaient de savoir laquelle allait être transférée, pour informer où cette personne serait amenée . Bon, cela on l'a fait depuis la prison. Nous avons même réussi à faire entrer des guitares à l'intérieur de la prison !* ». Pour préserver sa vie, elle a accepté de commuer sa peine de prison en exil. Dès son arrivée en Suisse, elle a cherché à participer aux activités organisées de dénonciation du régime militaire et de solidarité avec les opposants.

L'action militante de solidarité avec le Chili crée un lien de continuité entre le passé et le présent; elle permet aussi de bâtir des perspectives d'avenir. C'est également une manière de montrer que, malgré la torture, malgré la répression, malgré l'exil on n'a pas été détruit par la violence organisée, qu'on a su résister face à celle-ci. C'est encore l'impression de faire quelque chose en vue de rendre le plus rapidement possible la situation réversible. Il ne faut pas oublier que, par ailleurs pour la majorité des exilés, l'engagement politique était, dans le pays d'origine, l'axe qui donnait sens et structurait la vie quotidienne. Enfin, la cause de l'exil est précisément leur opposition au nouveau régime et c'est précisément cette action qui légitime leur présence dans la société suisse. L'existence dans la société suisse d'un éventail de partis politiques appartenant, au moins formellement, aux mêmes familles idéologiques que celles des exilés, permet à ceux-ci de se sentir moins isolés et de trouver un soutien dans leur action.

Ciment des rapports sociaux entre exilés, l'idéologie partagée a également une autre fonction: elle sert de référent commun pour des gens qui, issus de milieux socioculturels divers, se retrouvent néanmoins unis dans la situation d'émigration. Plus ou moins intense selon les périodes, l'engagement politique et solidaire permet également de donner un sens à la présence en Suisse.

Changer la perception de la situation : l'importance d'un espace de ressourcement

Lors des premières années de séjour en Suisse, les exilés cherchent, faute d'être en mesure d'influencer la situation elle-même, à préserver un lien avec le passé et la société d'origine à travers leur manière de percevoir cette situation. L'existence d'espaces d'échange et de rencontre au sein de la communauté leur permet d'élaborer une vision partagée de la durée de l'exil qui oriente leurs pratiques dans la société suisse et leur permet de s'adapter de manière dynamique à la nouvelle réalité. L'existence des ressources sociales permet ainsi d'activer leurs ressources socio-cognitives.

Un premier aspect de cette perception de la situation est le *refus* d'accepter l'exil comme une *situation définitive*, voire s'inscrivant dans le long terme. Même si les exilés ne contrôlent pas

l'échéance du retour, ils sont convaincus que celui-ci est proche. Rares sont ceux qui imaginent devoir rester en Suisse plus de cinq ans. Les moments difficiles sont ainsi relativisés, considérés comme une "parenthèse" dans leur vie, "un mauvais quart d'heure à passer". Dans cette perspective ils font du provisoire un véritable mode de vie. Selon, l'expression devenue classique, ils "*vivent avec les valises prêtes*". En ce sens, ils évitent de prendre des décisions à long terme ou des engagements qui les lieraient à la nouvelle société: "*Dans un premier temps nous n'avons jamais fait de plans, nous n'achetions même pas de meubles, parce qu'avec cette histoire de transitoire permanent, tu vois, toujours en pensant à rentrer, alors à quoi pouvait servir de faire ceci ou cela...*".

Toutefois, contrairement aux prévisions des exilés, la relative stabilisation du régime militaire rend impossible leur retour à court terme. Les exilés prennent conscience du fait qu'ils devront rester encore plusieurs années en Suisse. Ainsi, ils cessent de vivre exclusivement en fonction du Chili et commencent à s'interroger sur leur place et celle de leurs enfants dans la société suisse. Ce changement de perception de la situation se fait progressivement. Il s'agit d'un travail qui se fait au sein des familles, mais qui est nourri par l'espace d'information et de discussion qu'offre la communauté. Cet espace de ressourcement, de circulation de la parole est fondamental pour accomplir un travail d'élaboration d'un nouveau sens à la présence de chacun dans la société suisse, pour bâtir une réorientation des *lignes biographiques* (Soulet, 2003, 189). Ce nouveau sens implique un investissement plus important dans des projets à développer dans la société d'accueil.

Le récit du parcours d'Elena est éclairant: après le coup d'Etat son mari a été arrêté dans un camp de concentration. Elle a vécu seule pendant une année avec sa petite fille. Après l'expulsion de son mari et sa venue en Suisse, elle a dû attendre encore six mois pour pouvoir le rejoindre et les premiers années en Suisse n'ont pas été faciles, mais c'est au sein de la communauté qu'elle parvient à élaborer petit à petit une nouvelle perception de la situation: "*J'ai eu de grandes problèmes d'intégration dans ce pays. Au départ je me sentais profondément déracinée. J'aurais voulu rester au Chili, mais mon compagnon était obligé de venir ici (...) Je suis arrivée six mois après mon compagnon et pour moi ce fut un choc. J'ai refusé tout ce qui n'était pas le Chili: les gens, la langue, la mentalité. Ce fut une étape de nostalgie, où j'ai idéalisé beaucoup ce que j'avais laissé au Chili (...) et après est venue l'étape de l'acceptation de certaines choses; reconnaître que j'étais en train de vivre dans ce pays et que je devais m'adapter au système de vie, apprendre la langue, mettre les pieds sur terre et me persuader que probablement ce serait plus long que prévu... Nous avons commencé à réaliser que l'évolution de la situation chilienne indiquait qu'une longue période allait s'écouler avant que les choses ne changent. Les rapports des gens qui venaient de là-bas nous ont enlevé un peu nos illusions. Cela m'a fait penser que je devais m'adapter à tout ce qui allait se présenter ici. De plus, je me suis aperçue que je me faisais mal avec cette attitude de rejet, et non seulement à moi, mais aussi à ma fille. J'ai senti que je devais me stabiliser pour lui donner à elle aussi plus de sécurité*".

Un autre exemple est celui de Leonel et sa famille: pendant les premières années de séjour en Suisse, ils percevaient très négativement leur situation, se sentaient dévalorisés, désemparés. Au bout d'environ quatre ans, ils ressentent la nécessité de se fixer progressivement des buts à réaliser sur place. Après une rencontre décisive, organisée par une association de parents chiliens (« El Taller »), avec une psychologue latino-américaine exilée de passage dans leur ville, ils comprennent qu'ils resteront pour une longue période en Suisse et qu'ils doivent

réapprendre à faire des projets, "(Nous avons compris que) cela ne serait pas aussi court et que nous devons faire quelque chose, que nous ne devons pas être aussi négatifs, que nous ne pouvions pas nous enfermer dans le mutisme, car nous étions en train de nous détruire". Marie, sa femme, explique le rôle décisif de l'association en tant que lieu important de sociabilité et d'échange pour les femmes; il leur permet aussi d'aborder des problèmes communs liés à l'exil, des questions concernant la scolarisation des enfants: "*C'était aussi un lieu de rencontre pour beaucoup de femmes surtout. Car les hommes, ils étaient au parti, ils étaient par ici par là, mais les 'compañeras' étaient toute la semaine avec les gosses, alors le samedi, elles avaient aussi la possibilité de se voir, de discuter de problèmes spécifiques à nous les femmes, comme aussi nous discussions sur le Taller, sur le système scolaire suisse avec des enseignants suisses*". L'atelier correspond à un réel besoin; par exemple Leonel estime que pour lui et sa femme, après un début de séjour difficile en Suisse, "*ce fut cette période dans laquelle nous avons travaillé dans le Taller avec les enfants qui nous a donné un peu de vie*".

Citons encore le cas de Victor, très actif dans les associations d'exilés, qui prend conscience progressivement, en particulier suite à des échanges avec d'autres exilés et avec sa femme, de la nécessité de vivre à long terme dans la société suisse, en particulier d'achever une formation de niveau tertiaire qu'il avait interrompu après le coup d'Etat et le départ en exil. Il résumé sa nouvelle perspective de la manière suivante: "*Je me suis rendu compte que je vivais toujours avec l'idée de retourner au Chili dans un mois, en me souvenant du passé et en pensant à l'avenir, et le présent passait un peu inaperçu. Alors je me suis aperçu que j'étais encore jeune et que je devais commencer à vivre ici*". Les raisons de vivre s'ancrent ici dans le présent plutôt que dans le passé ou dans le futur.

Mais cet espace relationnel, de circulation de la parole, où l'on peut construire une place qui fait sens avec d'autres, on peut également le trouver en dehors de la communauté exilée, dans le milieu local. Raúl, par exemple, passe la première période d'exil dans une ville suisse allemande; il se sent très isolé dans le milieu suisse, même parmi les personnes qui lui sont idéologiquement proches; il les trouve "paternalistes" et vit replié sur la communauté. Ce manque de perspectives le conduit à prendre la décision de déménager à Genève où il se sent tout de suite plus à l'aise. Là, il perçoit que la société locale lui offre davantage d'espaces d'insertion: "*Cela marque une autre étape, de savoir que tu peux te développer en tant qu'individu, avec beaucoup de difficultés, mais cette possibilité existe. Et ceci t'amène à ne pas vivre tellement dans le milieu latino-américain fermé, à sortir un peu vers l'extérieur*".

L'importance des lieux de « rencontres positives » (Eckmann et al., 1994), des espaces où l'on peut exprimer et être entendu sur sa souffrance, où l'on peut trouver une aide pour réélaborer les traumatismes vécus, est clairement soulignée dans un article de François Fleury et Diane Gilliard (1997) concernant une mère et une fille exilées bosniaques. Dans ce cas c'est l'Association Appartenances, donc une association extérieure à leur communauté qui jouera un rôle important dans le soutien pour réaliser le travail de deuil et de réélaboration du sens.

On trouve dans ce deuxième cas de figure, une autre forme de résistance à la violence organisée: un refus de faire de l'exil un espace vide, de non-sens, de mort sociale, en s'investissant dans de nouveaux projets dans la société d'accueil.

La formation et l'activité professionnelle comme dimensions structurantes

La perspective d'un séjour durable dans la société suisse, pose aux exilés la question des ressources à mobiliser pour trouver dans celle-ci des meilleures conditions d'insertion tout en laissant la porte ouverte à la possibilité du retour. En particulier les exilés jeunes, avec un niveau d'instruction élevé cherchent à valoriser leurs *ressources culturelles*, dans le but d'achever des études, de se recycler, de perfectionner leurs connaissances linguistiques. S'ouvre alors pour eux un travail de reclassement social, chacun cherchant à retrouver une position sociale plus proche de celle qu'il avait au Chili. Il pensent d'ailleurs que tout investissement dans une formation peut également servir à long terme, lors du retour au Chili. Certains cherchent également à exercer dans la société de résidence, des métiers qui traduisent dans leur vie quotidienne leur sensibilité sociale et politique

Alicia était étudiante en sciences au Chili. Elle a été arrêtée et a passé deux ans en prison au Chili. Finalement elle a pu partir en exil avec l'aide d'Amnesty International., mais elle a trouvé plus lourd l'exil que la prison : *« Tant qu 'j'étais en prison j'étais plutôt bien, je n'ai pas eu de problèmes en termes de santé mentale, j'étais bien entourée par les camarades, mais je suis arrivé ici et j'ai eu plein de problèmes, s'était terrible, des angoisses épouvantables. Je pense que l'expérience de l'exil a été plus difficile, de devoir se confronter à une autre culture, à un autre monde, seule, jeune »*. Après un séjour dans une petite ville, elle a décidé de venir à Genève où elle avait l'opportunité de reprendre des études. Après une tentative de reprendre sa carrière, elle a préféré s'orienter vers des études dans le domaine social. *« J'ai eu de la chance, j'ai toujours étudié et cela a été comme une sorte de privilège par rapport à d'autres camarades qui ont dû aller travailler dans une usine (...) Pour moi le plus important c'est de définir des priorités, en ce moment c'est finir mes études. Ce que je fais peut être utile ici ou au Chili. Mais, le plus important, ce sont les buts que l'on se fixe, là où l'on est... »*. La formation lui permet de structurer et de donner un sens à son séjour en Suisse.

Ernesto était aussi étudiant au Chili. Suite au coup d'Etat il a été arrêté et torturé. Grâce à la solidarité internationale, il a pu obtenir que sa peine de prison soit transformé en exil. Après diverses péripéties il est arrivé en Suisse où il a été reconnu comme réfugié. Ernesto préfère ne pas trop évoquer les mois passés en prison. Il se limitera à dire *« J'ai passé de très mauvais moments la-bas »*. Très vite après son arrivée en Suisse, il décide plutôt de se tourner vers l'avenir, en particulier de finir ses études et pouvoir exercer un métier un rapport avec ses qualifications. *« Avant le Chili signifiait tout (...) mais je crois que la personne, l'individu ont une grande capacité d'adaptation et le lieu où l'on vit est sa patrie... je vis ici, ma vie est ici et c'est ma place pour l'instant ; je ne sais pas si je vais continuer ici ou pas, mais tant que l'on est ici on essaye de vivre le mieux possible ici »*. Il s'investit principalement dans sa famille et sa vie professionnelle.

Marcos était engagé activement dans les mouvement sociaux. Après le coup d'Etat, une partie de ses proches ont été arrêtés et assassinés. Il a pu fuir vers un pays voisin et finalement venir en Suisse. Après une première période assez difficile, où il avait de la peine à surmonter ses sentiments de culpabilité, il a réussi à entreprendre des études dans le domaine thérapeutique. Il explique son intérêt par le travail de soutien à des personnes en situation de détresse à la fois par son travail précédent au Chili et par l'expérience douloureuse vécue après le coup d'Etat : *« Quand tout s'écroule, soit tu rentres à la maison –mais dans la maison tout s'est déjà écroulé (...) -, soit tu t'accroches à un coin et tu commences à investir un territoire minimal à partir d'où dire les choses, d'où commencer à sentir la réalité. Alors ça a été une sorte de reconversion totale qui s'exprime dans cette position micro-politique d'intervention*

institutionnelle et sociale (...) (Je pense qu') on est équipé d'une certaine manière pour pouvoir recevoir et répondre à des situations micro-sociales douloureuses (...) on peut y faire face et répondre avec une sérénité particulière, je dirais ». Il compte à l'avenir continuer le travail qu'il mène en Suisse, tout en établissant des liens au Chili avec des gens qui ont des manières de voir proches de la sienne.

Ici, on observe une autre manière de faire face à la déstructuration. Elle consiste à établir un lien de continuité avec une autre dimension familière et valorisée de son passé : les études⁶. De plus, la formation peut également permettre une participation à la société de résidence avec des statuts et de rôles qui permettent une reconnaissance pluridimensionnelle de la personne, ne se limitant pas exclusivement à sa position de réfugiée.

Discussion

Le fait d'envisager les problématiques de la violence politique et de l'exil en relation avec la résilience amène à élaborer un nouveau regard sur ces questions. Les individus et les groupes concernés ne sont pas, en effet, uniquement perçus comme porteurs des problèmes ou des séquelles handicapantes, mais aussi et surtout comme des acteurs possédant des ressources et des potentialités leur permettant de participer activement, en interaction avec d'autres, à la construction de leur vie et de leur histoire.

Ainsi, des individus et des groupes ayant subi la violence politique et ayant été contraints de s'exiler arrivent à élaborer des réponses qui leur permettent de résister aux tentatives délibérées de déstructuration sociale dont ils ont été l'objet. Dans le cas que nous avons étudié, trois formes de mobilisation des ressources soutiennent la résilience : l'engagement politique et solidaire, la redéfinition de la situation, l'implication dans une formation ou une activité professionnelle. Ces trois formes de mobilisation articulent de manière variable des ressources sociales, culturelles et socio-cognitives. Elles correspondent également à différents moments de l'exil : en particulier la redéfinition de la situation et l'implication dans des activités de formation ou professionnelles interviennent dans des phases plus tardives de l'exil, ce qui témoigne de la capacité des sujets à élaborer des buts en lien avec les circonstances. La construction de nouveaux buts apparaît ainsi comme une composante de l'action : comme l'écrit Soulet : « l'agir est en même temps un moyen d'atteindre un but et une opération de construction d'un but » (2003, 196). L'action elle-même des exilés les amène à redéfinir leurs projets et objectifs, en fonction des ressources dont ils disposent et des obstacles qu'ils rencontrent.

D'autres ressources que celles mentionnées ici peuvent être mobilisées dans le processus de résilience. C'est le cas par exemple du travail de mémoire individuelle et collective qui permet de faire émerger divers éléments positifs susceptibles d'être valorisés dans le nouveau contexte. Ce travail permet également d'établir un lien de continuité entre le passé et le présent et inscrire les acteurs dans une historicité qui fait sens pour eux. Enfin, il soutient la réflexivité et les dynamiques identitaires des sujets.

Dans le cas chilien, le travail de résilience a été favorisé par le fait que la grande majorité des exilés ont été reconnus comme réfugiés par les autorités suisses et qu'ils ont trouvé un soutien auprès de certains secteurs de la population suisse. En revanche, les exilés qu'arrivent aujourd'hui en Europe ont beaucoup moins de chances d'obtenir l'asile. Pour ces derniers, aux souffrances endurées dans le pays d'origine, vient s'ajouter le fait que celles-ci ne sont

⁶ Gakuba (2003) présente également l'école comme un espace de résilience dans le cas des jeunes réfugiés rwandais.

pas reconnues comme légitimes par les autorités des sociétés de destination. De plus, ils se heurtent à l'hostilité ou à l'indifférence de la majorité de la population locale. Dans une recherche récente sur les requérants d'asile mineurs non accompagnés en Suisse, nous avons ainsi pu constater que la mobilisation des ressources de ces jeunes est rendue beaucoup plus difficile face aux obstacles légaux et symboliques qu'ils rencontrent. Leur capacité à faire des projets se trouve fortement amoindrie (Bolzman, Rossel, Felder, 2004).

Nous avons mis en évidence, dans cet article, des exemples où un travail de résilience est en marche. Cela ne veut pas dire que tous les exilés arrivent à trouver en eux mêmes et dans la communauté les ressources nécessaires pour surmonter les traumatismes qui résultent de la violence politique et de la migration forcée. Parfois un soutien organisé spécialisé s'avère nécessaire pour accompagner ces personnes dans leur cheminement, où s'entrecroisent de manière indissociable une composante personnelle et une composante politique. Il ne faut pas oublier qu'un des objectifs du terrorisme d'Etat est de détruire de manière délibérée, à la fois en tant qu'acteurs politiques et qu'individus, ceux qui sont considérés comme des ennemis. Pour ces personnes, outre le soutien thérapeutique, le chemin de la résilience passe souvent par la réparation, à savoir l'examen de ce qui s'est passé et le jugement des coupables de ces exactions. La reconnaissance sociale des souffrances produites par la répression constitue une dimension particulièrement importante dans ce processus de redevenir sujet à part entière.

Le récit, fait par la journaliste chilienne Patricia Verdugo, de sa vie après l'assassinat de son père, dirigeant syndical, par un commando de la police dans les années qui suivirent le coup d'Etat, est éclairant. Elle n'a pu retourner dans « la rue aimée et haïe » (1999, 296), où se trouvait le foyer parental, qu'une vingtaine d'années après les faits, après avoir tout fait pour connaître et faire connaître la vérité, tout essayé pour traduire en justice les coupables. C'est seulement après avoir fait ce travail qu'elle pu revenir, le cœur léger dans cette rue, où elle a pu rire à nouveau.

D'une manière plus général, le travail de résilience fait par les individus et les groupes, est renforcé lorsqu'il peut avoir lieu dans un cadre démocratique, qui reconnaît ces acteurs comme des sujets de droits, des citoyens pouvant contribuer par leur action à la construction d'un devenir commun.

Références

Bajoit, G. (1997), "Qu'est-ce que le sujet?" in Bajoit, G. et Belin, E. (Ed.), *Contributions à une sociologie du sujet*, Paris, L'Harmattan.

Bolzman, C. (1992), "Violence politique, exil et politiques d'asile: l'exemple des réfugiés en Suisse, *Revue Suisse de sociologie*, 3: 672-693.

Bolzman, C., (1993), *Les métamorphoses de la barque. Les politiques d'asile, d'insertion et de retour de la Suisse à l'égard des exilés chiliens*, Genève, Les Editions IES.

Bolzman, C., (1996) *Sociologie de l'exil. Une approche dynamique. L'exemple des réfugiés chiliens en Suisse*, Zurich, Seismo.

Bolzman, C., (2001), « Les migrations : un champ d'étude des continuités, ruptures et modes de régulation dans les sociétés d'aujourd'hui » in Fragnière, J.P., Fricker, Y. Kellerhals, J. (Eds.), *La vérité est multiple. Essais de sociologie*, Lausanne, Réalités sociales.

Bolzmann, C., Rossel, L., Felder, A. (2004), *Requérants d'asile mineurs non accompagnés : dispositif de prise en charge, réactions au vécu de l'exil et comportement identitaire*, Genève, Institut d'études sociales, rapport de recherche au FNS.

Carbajal, M. (2004), *Actrices de l'ombre. La réappropriation identitaire des femmes latino-américaines sans papiers*, Université de Fribourg, Thèse de doctorat.

Cyrułnik, B. (1999), *Un merveilleux malheur*, Paris, Odile Jacob.

Eckmann, M., Bolzmann, C., de Rham, G. (1994), *Jeunes sans qualification. Trajectoires, situations, stratégies*, Genève, Les Editions IES.

Fleury, F. et Gilliard, D. (1997), « 'Le malheur est tombé sur le toit de la maison'. Emergences de ressources avec des familles en exil » in Beday-Hauser, P. et Bolzmann, C. (Ed.), *On est né quelque part mais on peut vivre ailleurs. Familles, migrations, cultures, travail social*, Genève, Les Editions IES..

Gakuba, T. (2003), "L'école: facteur de résilience des jeunes rwandais réfugiés en France et en Suisse", Communication au Colloque *Migrants et droit à l'éducation : perspectives urbaines*, Université de Genève, le 10-12 avril.

Michaud, Y. (1996), *La violence*, Paris, PUF.

Kordon, D., Edelman, L. (1986), *Efectos psicológicos de la represión política*, Buenos Aires, Sudamericana/Planeta.

Keller, S. L. (1975), *Uprooting and Social Change : The Role of Refugees in Development*, Delhi, Manohar Book Service.

Kunz, E. (1973), « The Refugees in Flight. Kinetic Models and Forms of Displacement » in *International Migration Review*, 7 : 125-146.

Marris, P. 1974, *Loss and Change*, Garden City, New York, Anchor Books.

Muñoz, L. (1980), « Exil and Bereavement : Sociopsychological Manifestations of Chilean Exiles in Great Britain » in *British Journal of Medical Psychology*, 53 : 227-232.

Rack, P.H. (1988), « Different types of Migrants have different problems : a British perspective », *Antropologia Medica*, 4 : 11-16.

Riquelme, H. (Ed.) (1990) *Era de nieblas, Derechos humanos, terrorismo de Estado y salud psicosocial en América Latina*, Caracas, Nueva Sociedad.

Rutter, M. (1998), "L'enfant et la résilience", *Le Journal des psychologies*, 162, 626-631.

Smaga, D., Archinard, M. et Savary, P.A. (1995), "Les états de stress post-traumatique (PTSD) en médecine.", *Médecine et Hygiène*, 253, 936-942.

Soulet, M.H. (2003), « Faire face et s'en sortir. Vers une théorie de l'agir faible » in Chatel, V. et Soulet, M.H. (Ed.), *Agir en situation de vulnérabilité*, Quebec, Les Presses de l'Université de Laval.

Thyurst, L.(1977), « Psychological First Aid for Refugees », *Mental Health and Society*, 4 :319-343.

Verdugo, P. (1999), *Bucarest 187*, Santiago, Editorial Sudamericana.

Weinstein, E., Lira, E., Rojas, M.E. (Ed.) (1987), *Trauma, duelo y reparación. Una experiencia de trabajo psicosocial en Chile*, Santiago, Fasic.

Zwiggmann C., Pfister-Ammende, M. (Eds.) (1973), *Uprooting and After*, Berlin, Springer Verlag.